CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

ARTICLE 1^{er} - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les présentes conditions générales de vente (ci-après dénommées « CGV »), régissent les relations contractuelles la S.R.L. Digital Accountants & Brokers Solutions (ci-après dénommée « D.A.B.S. »), et son Client à l'occasion de la réalisation et de la vente de ses produits et services informatiques, (ci-après dénommé le « Client »).

Pour la vente de ses services, D.A.B.S. établira le cas échéant avec son Client un contrat distinct de prestations de services informatiques consistant en de l'assistance, du conseil et de la gestion d'infrastructure informatique et de communication venant compléter les présentes CGV.

La mise à disposition de logiciels est encadrée par un contrat de licence qui complète les présentes CGV.

Certains produits peuvent également nécessiter des conditions particulières additionnelles et spécifiques. Ces conditions particulières complètent les présentes CGV.

Les présentes CGV sont publiées sur le site internet de D.A.B.S. : **www.mypensionwallet.be**

Le Client a la possibilité d'imprimer les présentes CGV en cliquant sur le lien en question.

Lesdites CGV sont susceptibles d'être modifiées à tout moment par D.A.B.S.. Dans ce cas, les CGV applicables sont celles qui sont en vigueur à la date de la commande par le Client.

ARTICLE 2 - ACCEPTATION ET VALIDITE DE NOS CGV

Les présentes CGV sont annexées à toutes nos offres, ou confirmations de commande. Elles sont également annexées à tout contrat de vente ou cahier des charges conclu avec le Client. Par conséquent, l'acceptation des offres effectuées par D.A.B.S. ou la signature du Client sur le bon de commande ou le contrat de vente ou sur le cahier des charges, implique nécessairement l'acceptation pleine et entière des présentes CGV par le Client.

Du fait de la commande, les présentes CGV sont réputées connues et acceptées par le Client et prévalent, le cas échéant, sur tout autre document contradictoire qui n'aurait pas fait l'objet d'une acceptation expresse et écrite de la part de D.A.B.S. En particulier, toute condition générale ou particulière d'achat du Client en contradiction avec les présentes CGV et figurant sur un bon de commande, une correspondance ou un autre document soumis par le Client à D.A.B.S., ne sont en aucun cas opposables à D.A.B.S..

Les présentes CGV entrent en vigueur à la date de signature du Client sur le bon de commande, ou sur le contrat, ou le cahier des charges ou à la date de l'acceptation de l'offre par le Client.

ARTICLE 3 - PRODUITS ET SERVICES OFFERTS PAR D.A.B.S.

L'offre des produits et services vendus par D.A.B.S. s'adresse exclusivement aux entreprises.

D.A.B.S. fourni des logiciels informatiques (logiciel informatique à destination des courtiers en assurance) sous forme de contrats de licence (ci-après dénommée la « Plateforme » de manière isolée).

Tout logiciel fourni au titre des présentes CGV reste la propriété de D.A.B.S. ou de son éditeur.

Par conséquent, le Client n'acquiert auprès de D.A.B.S., du fait des CGV, qu'un droit d'utilisation personnel, non exclusif, non cessible et non transmissible figurant dans le bon de commande.

La présente concession est accordée au Client en contrepartie du paiement d'une redevance forfaitaire ou d'un abonnement stipulé dans le bon de commande.

La licence du logiciel informatique peut s'accompagner de prestations sous forme de services, conseils, abonnements, formations, par l'entremise d'un contrat de prestations de services informatiques conclus séparément mais en complément de la vente du produit.

ARTICLE 4 - BON DE COMMANDE - OFFRE

Toute commande effectuée par le Client doit être confirmée par écrit, par l'envoi d'une offre ou confirmation de commande identifiant sans ambiguïté le Client.

Les commandes ne sont définitives que lorsqu'elles ont été confirmées par la signature du bon de commande ou de l'offre par le représentant légal du Client ou toute personne dûment mandatée à cet effet.

Le bon de commande/offre signé et transmis à D.A.B.S. est irrévocable en tous points pour le Client, sauf acceptation contraire écrite de D.A.B.S.

ARTICLE 5 – LIVRAISON, INSTALLATION, GARANTIE

Le logiciel est livré sous forme de code objet, par fourniture d'accès (Nom d'utilisateur/Mot de passe).

Sauf indication contraire dans le bon de commande, Client procédera sous sa seule responsabilité à l'installation et l'administration du logiciel.

Toutes autres garanties que celles résultant du droit commun sont expressément exclues.

ARTICLE 6 - PRIX ET PAIEMENT

Les offres et propositions de D.A.B.S. ne l'engagent que comme préliminaires à un marché. Les catalogues, prospectus et listes de prix sont transmis aux Clients et/ou aux Partenaires bénéficiaires à titre indicatif et n'engagent pas D.A.B.S..

Sauf disposition contraire, toutes les factures de D.A.B.S. sont payables à 30 jours (date de facture).

Toute somme due dans le cadre de l'exécution des présentes CGV et de la Convention et non payées à l'échéance portera intérêt de plein droit et sans mise en demeure préalable au taux de 12% l'an.

Le non-paiement, même partiel, d'une facture à son échéance constitue le débiteur en faute et entraîne de plein droit l'exigibilité d'une indemnité conventionnelle forfaitaire irréductible, égale à 15% de la somme restant due, avec un minimum de 50 EUR, à titre de clause pénale.

Toute facture payée est présumée avoir été acceptée par le Client. Il en est de même pour toute facture non contestée dans un délai de 15 jours calendrier suivant son émission, par pli recommandé à la poste.

D.A.B.S. se réserve le droit de suspendre la Licence de quelque manière que ce soit en cas de défaut de paiement de factures échues, même partiellement. Après une mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 15 jours D.A.B.S. aura la faculté de résilier la Convention et de réclamer des dommages et intérêts.

ARTICLE 7 – INDEXATION (EN CAS DE RECONDUCTION DU CONTRAT)

Le montant de la redevance applicable pour la licence qui est conférée sera indexée annuellement sur base de la formule suivante :

$P^* = (P.01 \times I^*) / I.01$, formule dans laquelle:

- P^* = Montant de la redevance/prix durant l'année nouvelle.
- $P. 01$ = Montant de la redevance/prix de l'année précédente.
- I^* = Index des prix à la consommation au 1er janvier de l'année nouvelle.
- $I.01$ = Index des prix à la consommation au 1er janvier de l'année précédente.

Chaque indexation s'applique dès le premier janvier de chaque année quel que soit la date de commande desdites licences.

L'absence d'application immédiate de l'indexation ne signifie pas que D.A.B.S. renonce à son droit d'adapter le montant et ce même de manière rétroactive.

En cas d'indexation négative, le montant de la redevance sera identique au montant de la redevance applicable l'année précédente.

ARTICLE 8 - DELAIS

Les délais d'exécution de la mission de D.A.B.S sont donnés à titre purement indicatif et ne prennent court qu'à dater du moment où le Client a transmis à D.A.B.S tous les renseignements nécessaires à l'exécution ou la livraison des prestations convenues.

Les délais d'exécution ou de livraison sont suspendus de plein droit en cas de circonstances liées à un cas fortuit soit toute situation indépendante de la volonté de D.A.B.S et non constitutive d'une faute dans son chef qui pourrait arrêter suspendre ou interrompre l'exécution de la prestation.

ARTICLE 9 – PROTECTION DES DONNÉES

9.1. Général

D.A.B.S. entend se conformer au RÈGLEMENT (UE) 2016/679 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques

à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après RGPD).

D.A.B.S. traite certaines données personnelles du Client en sa qualité de Responsable du traitement.

Elle peut notamment traiter les données à caractère personnel du Client pour la gestion client, l'accompagnement et le suivi pour la mise en place, le service après-vente, le marketing direct et le respect de ses obligations légales.

Conformément au RGPD, le Client peut demander l'accès à ses données personnelles. Il peut également demander la rectification ou l'effacement de ses données.

Les Données Personnelles récoltées par le Client en sa qualité de responsable du traitement, ainsi que toutes les applications y afférentes, sont et demeurent strictement confidentielles et sont soumises au respect de l'article 11 des présentes CGV. Ces données appartiennent exclusivement au Client et D.A.B.S. n'acquiert aucun droit ni intérêt légitime pour le traitement de ces données pour son propre compte, autrement que ce qui est expressément stipulé dans la Convention.

Si D.A.B.S. intervient également en qualité de sous-traitant vis-à-vis des données à caractère personnel récoltées par le Client, le Client est soumis au point 9.2. (clause de sous-traitance) conformément à l'article 28, paragraphe 3 du Règlement Général sur la Protection des Données à caractère privé.

Le Client est et demeure dans ce cas le seul responsable du traitement et c'est lui seul qui détermine les finalités et les moyens du traitement des Données Personnelles récoltée par lui.

D.A.B.S. met en œuvre des mesures administratives, physiques et techniques pour assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données du Client.

Le Site et la Plateforme sont hébergés sur des serveurs dans des datacenters situés à Francfort.

L'hébergeur est un sous-traitant de D.A.B.S. qui s'engage à respecter la Réglementation applicable à la protection des données personnelles.

En acceptant les présentes CGV, le Client autorise D.A.B.S. au sens de l'article 28 (2) du RGPD pour faire appel à des sous-traitants pour fournir les Services.

Pour plus d'informations concernant la manière dont D.A.B.S traite les données personnelles, le Client est invité à prendre connaissance de la Politique de confidentialité communiquée par D.A.B.S.

9.2. Intervention de D.A.B.S comme sous-traitant :

Lorsque D.A.B.S intervient comme sous-traitant ; D.A.B.S s'engage lors du traitement des données à caractère personnel à :

- (i) Observer l'ensemble de la Législation européenne sur la protection des données ;
- (ii) Ne pas traiter de données à caractère personnel autrement qu'en suivant les instructions documentées du Responsable du traitement (le Partenaire), y compris en ce qui concerne les transferts des données à caractère personnel vers un Pays tiers ou une organisation internationale.

A cet égard, il est convenu qu'à défaut d'instructions documentées spécifiques émanant du Client, D.A.B.S effectue un traitement des données personnelles communiquées par le Client qui est limité à ce qui est nécessaire pour la gestion d'un portefeuille de clients dans le secteur du courtage en assurances, selon les finalités décrites ci-après et moyennant le respect des mesures de sécurité décrites au point i).

D.A.B.S veillera à ce que les personnes habilitées à traiter les données à caractère personnel du Responsable du traitement exécutent les activités de traitement conformément aux instructions de ce dernier, et qu'elles s'engagent à respecter la confidentialité ou soient légalement tenues à l'obligation de confidentialité.

D.A.B.S s'abstiendra de transmettre à des tiers des données à caractère personnel, à moins que le responsable du traitement ne l'y autorise préalablement par écrit.

a) Description du traitement

La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel sont celles d'usage dans le cadre de la mise à disposition d'une plateforme de gestion de portefeuille de clients.

Elles incluent l'archivage, le stockage l'organisation de manière structurée, l'effacement et les modifications à la demande du Client des données d'identification nominatives, d'identité numériques et métadonnées des personnes encodées directement par l'Utilisateur.

b) Finalité du traitement

Les finalités du traitement sont :

- Renforcer les mesures de sécurité du responsable du traitement ;
- Répondre aux demandes de contact, d'information et d'aide de l'Utilisateur ;
- Assurer le suivi et l'amélioration constante de la Plateforme ;
- Répondre aux incidents techniques de la Plateforme ;
- Répondre aux demandes éventuelles des personnes concernées concernant l'exercice de droits en relation avec leurs données personnelles.

c) D.A.B.S en tant que sous-traitant s'engage à :

•Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance ;

•Traiter les données conformément aux instructions documentées du responsable de traitement ;

Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement.

•Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
- S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité,

•Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;

•D.A.B.S s'engage à ne pas communiquer de données à caractère personnel à des tiers, sauf s'il s'agit d'autres sous-traitants répondant aux garanties de sécurité et de confidentialité requises au regard de la Réglementation applicable ou si cette communication est légalement obligatoire ;

•Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

- d) Sous-traitance ultérieure : D.A.B.S peut faire appel à un autre sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. A défaut de contre-indication du responsable de traitement dans les 15 jours de l'information fournie, le sous-traitant ultérieur est réputé accepté par le responsable de traitement.
- e) Droit d'information des personnes concernées : Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.
- f) Exercice des droits des personnes : En tenant compte de la nature du traitement et dans la mesure du possible, le sous-traitant doit aider le responsable du traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Sous-traitant ne répondra à aucune demande directe des personnes concernées. Lorsque les personnes concernées exercent directement auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits, le sous-traitant doit transmettre ces demandes dès réception par courrier électronique à la personne de contact renseignée par D.A.B.S ;

- g) Notification des violations de données à caractère personnel : Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel sans délai après en avoir pris connaissance et par tout moyen à sa disposition. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation des données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives. Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.
- h) Aide du sous-traitant dans le cadre du respect par le responsable de traitement de ses obligations:

- Le sous-traitant aide le responsable de traitement pour la réalisation :
- D'analyses d'impact relative à la protection des données ;
 - De la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

i) Mesures de sécurité:

Le Sous-traitant prend des mesures de sécurité adaptées au risque des données nécessaires aux finalités décrites au point b).

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel, en fonction des risques de confidentialité des données,
- En cas de chiffrement, utiliser des algorithmes reconnus et sûr,
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- La sécurisation de la Plateforme ;
- L'utilisation de protocoles garantissant la confidentialité et l'authentification du serveur destinataire pour les transferts de fichiers, par exemple SFTP ou HTTPS, en utilisant les versions les plus récentes des protocoles ;
- Des mesures organisationnelles et techniques de sécurisation et contrôle d'accès logiques et physiques des locaux, postes de travaux et serveurs du sous-traitant ;
- La mise en place d'un système de gestion des identités et des accès permettant de gérer les traces, les incidents et la violation des données (système sécurisé de journalisation : « logs » des activités des utilisateurs);
- La mise en place d'un système d'enregistrement des activités de maintenance ;
- L'organisation de sauvegardes régulières et fréquentes des données et la protection des données sauvegardées au même niveau de sécurité que celles stockées sur les serveurs d'exploitation ;
- Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et données techniques et confidentielles et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

- j) Notification: le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant [...email, courrier, etc..].

ARTICLE 10 – COLLABORATION CLIENT

Pour une bonne exécution des présentes, le Client s'oblige à collaborer activement, régulièrement et de bonne foi avec D.A.B.S.

Ainsi, il appartiendra au Client de remettre à D.A.B.S. l'ensemble des informations nécessaires et faire connaître à D.A.B.S. toutes les difficultés dont il pourrait avoir connaissance ou que sa connaissance de son domaine d'activité lui permet d'envisager, et ce au fur et à mesure de l'exécution de la commande. Par ailleurs, le Client s'engage à maintenir en place des utilisateurs suffisamment compétents, qualifiés et formés pendant toute la durée d'exécution des présentes.

ARTICLE 11 – CESSION

La licence d'utilisation du logiciel ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gratuit, de la part du Client, sans autorisation, écrite, expresse et préalable de D.A.B.S.

D.A.B.S. se réserve le droit de céder le logiciel en totalité ou en partie sans formalités. En cas de cession, l'établissement cessionnaire sera substitué à D.A.B.S. à compter de la date de la cession. Le Client reconnaît expressément que l'établissement cessionnaire deviendra son cocontractant.

ARTICLE 12 – CONFIDENTIALITÉ

Toutes les informations échangées entre D.A.B.S. et le Client ou dont elles auraient connaissance lors de l'exécution de la commande, quel que soit leur support seront considérées comme confidentielles.

Chacune des parties s'engage à protéger les informations confidentielles et à ne pas les divulguer à des tiers sans l'autorisation préalable et écrite de l'autre partie.

Chacune des parties sera dégagée de ses obligations de confidentialité en ce qui concerne toutes les informations (i) qui étaient en possession de cette partie avant leur divulgation par l'autre partie sans qu'une telle possession ne résulte directement ou indirectement de la divulgation non autorisée de ces informations par un tiers, (ii) qui font partie du domaine public à la date d'acceptation des CGV ou qui tomberaient dans le domaine public après cette date sans que la cause en soit imputable au non-respect par cette partie de ses obligations de confidentialité au titre des CGV, (iii) qui ont été élaborées de façon indépendante par cette partie, ou (iv) dont la divulgation est exigée par la loi ou une autorité judiciaire ou administrative compétente, ou rendue nécessaire pour les besoins d'une action et/ou procédure judiciaire.

ARTICLE 13 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

D.A.B.S. détient tous les droits de propriété intellectuelle et les autres droits de propriété relatifs au logiciel, et conservent tous les droits qui ne sont pas spécifiquement concédés au Client au terme des présentes CGV.

D.A.B.S. détiendra tous les droits sur toute copie, traduction, modification, adaptation ou œuvre dérivée, y compris toute modification ou autre amélioration ou développement du logiciel.

ARTICLE 14 - RESPONSABILITÉ DE D.A.B.S.

D.A.B.S. ne répond que de son dol et de sa faute lourde. Il ne répond pas du dol ou de la faute lourde de ses préposés et commettants.

Sauf dol ou faute lourde, D.A.B.S. n'engage pas sa responsabilité du fait de dommages directs causés par l'utilisation des produits vendus ou des services prestés, que le dommage soit causé au Client, ou à des tiers, même pendant la période permettant de faire valoir une réclamation.

En aucun cas, D.A.B.S. ne pourra être tenu responsable d'éventuels préjudices indirects, c'est-à-dire tous ceux qui ne résultent pas directement et exclusivement de la défaillance grave des services fournis par D.A.B.S, tels que préjudice commercial, perte de commande, atteinte à l'image de marque, trouble commercial quelconque, perte de bénéfice ou de client ainsi que pour toutes réclamations formulées par un tiers contre le Client pour lesquelles ceux-ci seront leur propre assureur et devront contracter les assurances appropriées.

Dans l'hypothèse où D.A.B.S. voit tout de même sa responsabilité engagée, il ne sera tenu qu'à concurrence du prix fixé entre les Parties pour l'exécution de la Convention.

D.A.B.S. ne pourra être tenu responsable des dommages directs et indirects, tels que la perte de données, la corruption et la fuite de données, résultant de la mauvaise utilisation des services par le Client, leurs employés, leurs partenaires et/ou toute autre personne ayant accès au logiciel.

Les obligations de D.A.B.S. ne constituent que des obligations de moyen et ne peuvent en aucun cas être considérées comme des obligations de résultats.

ARTICLE 15 - FORCE MAJEURE

D.A.B.S. n'est pas responsable des retards ou des défauts d'exécution qui sont dus à un cas de force majeure.

Toutefois, de convention expresse entre les parties, ne constituent des cas de force majeure au sens des présentes CGV, que les événements (i) totalement indépendants de la volonté d'une partie, (ii) objectivement imprévisibles et irrésistibles, (iii) qui rendent l'exécution de la convention matériellement impossible ou déraisonnablement coûteuse, (iv) et dont une Partie n'aurait pas pu prévenir les effets sur l'exécution d'un contrat.

Toute circonstance imprévisible, non imputable à la partie qui l'invoque et qui bouleverse l'économie contractuelle est susceptible d'entraîner la révision du prix. Les parties s'engagent dans ce cas à négocier de bonne foi afin de déterminer le nouveau prix applicable à la convention.

En outre, la survenance d'un cas de force majeure, rendant l'exécution de la convention par au moins une des parties, partiellement ou totalement impossible a pour effet la suspension ou la résiliation de la convention.

La partie dans l'impossibilité de s'exécuter a l'obligation d'en aviser immédiatement l'autre partie, au plus tard le 10ème jour après la survenance, par courrier recommandé.

De convention expresse entre Parties, et conformément à la définition qui précède, constituent des cas de force majeure, notamment, (i) les tremblements de terre, intempéries, tempêtes, phénomènes météorologiques et autres catastrophes naturelles s'ils sont exceptionnels et d'une ampleur inhabituelle en Belgique, (ii) les ruptures de fourniture d'électricité, de réseau et/ou de télécommunications, et autres approvisionnements essentiels, allant au-delà de la capacité et des exigences des systèmes de secours convenus entre Parties, (iii) les épidémies, alertes chimiques ou nucléaires d'ampleur régionales ou nationale, (iv) les guerres, émeutes, rébellions, actes de terrorisme, sabotages, explosions, ou autres destructions des installations, câbles ou équipements nécessaires pour fournir les services, et qui vont au-delà des capacités et exigences de résistance et de résilience convenues entre les parties.

En cas de résiliation pour cause de force majeure, celle-ci s'opère sans rétroactivité et, sauf accord contraire et exprès entre les Parties, aucune restitution des prestations ne doit avoir lieu.

Par ailleurs, nonobstant la résiliation de la convention, les obligations de confidentialité subsistent, sauf si la force majeure les prive également d'objet.

ARTICLE 16 - INEXÉCUTION

En cas d'inexécution du Client, et après mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, sans préjudice de l'article 1184 du Code civil, le Prestataire a le droit de résoudre le contrat et de réclamer des dommages et intérêts, forfaitairement fixés à 15 % du prix total du service, TVA comprise.

Sauf accord entre les Parties, et sans préjudice de dommages et intérêts complémentaires réclamés par D.A.B.S., les engagements financiers pris par le Client restent dus. Aucune indemnité ne pourra être réclamée par le Client.

ARTICLE 17 – DUREE DE LA CONVENTION ET RÉSILIATION ANTICIPÉE

La présente convention est conclue pour un terme initial de une année.

A défaut de résiliation dans les 3 mois précédant la date anniversaire de la convention, celle-ci est automatiquement reconduite de mois en mois.

En cas de reconduction de la convention après sa date anniversaire, le Client dispose de la faculté de résilier la Convention pour quelque motif que ce soit.

La résiliation est effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par simple lettre avec accusé de réception de l'autre partie, moyennant le respect d'un préavis de 30 jours ouvrables.

Sauf disposition contraire ou accord entre les Parties, lorsqu'il fera usage de la présente clause, le Client sera redevable envers D.A.B.S. d'une indemnité équivalente à la mensualité restant à échoir.

ARTICLE 18 - FAILLITE

La Convention prend nécessairement fin par le fait de la faillite d'une des Parties.

ARTICLE 19 - DISPOSITIONS DIVERSES

a) Nullité d'une clause

Si une clause de la Convention ou des présentes CGV devait être déclarée illicite, nulle ou abusive, les autres clauses restent entièrement valides et applicables.

Les Parties s'engagent dans ce cas à négocier de bonne foi la conclusion d'une nouvelle clause qui poursuivrait le même objectif que la clause nulle et aurait dans toute la mesure du possible des effets équivalents afin de maintenir l'équilibre contractuel.

b) Intégralité de la Convention

La Convention et ses annexes, dont les présentes CGV, qui constituent ensemble un tout indissociable constituent le texte intégral de la Convention entre les Parties relatif à son objet. Aucune des Parties ne sera liée par des conditions, définitions, garanties ou engagements différents de ceux expressément visés dans la Convention et les présentes CGV, sauf dérogation expresse et écrite

c) *Droit applicable*

En cas de litige, seul le droit belge est applicable. Tout litige entre les Parties relèvera de la seule et unique compétence des tribunaux de l'arrondissement de LIEGE, division LIEGE.

d) *Renonciation*

Aucune des Parties ne sera présumée avoir renoncé à un droit résultant de la Convention ou d'une faute ou d'une violation commise par l'autre Partie à moins que cette renonciation soit expressément consacrée par écrit.

La renonciation à un recours ou à un droit quelconque qui serait faite par l'une des Parties conformément à l'alinéa précédent n'entraînerait pas renonciation de la part de cette Partie à tout autre droit ou recours pouvant résulter pour elle de la Convention ou d'une violation de la Convention ou d'une faute de l'autre Partie, même si ce droit ou ce recours est comparable à celui auquel elle a précédemment renoncé.